

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4394<sup>R</sup>

Service Central :

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Les laboratoires de la SNCF peuvent-ils effectuer à titre onéreux des analyses de carburants pour le compte des administrations des Réseaux secondaires ?  
Quid de l'impôt sur les Bénéfices industriels et commerciaux ?

Références :

Observations :

D<sup>re</sup> N° 4394<sup>R</sup> ; Aff. :

YR S.N.C.F.

SERVICE  
DES APPROVISIONNEMENTS,  
COMMANDES ET MARCHÉS

Téléph. SUFFREN 56-75 — Inter SEGUR 56

PARIS, le 5 AOÛT 1939

100 AVENUE DE SUFFREN (15<sup>e</sup>)

Reg. Com. Seine N° 276448 B

Commission Nationale des  
Marchés Publics.

Section Economique.

Examen du rapport présenté  
par la S/Commission des  
Pétroles.

As<sup>r</sup>/n°  
7025

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Matériel

La Sous-Commission des Pétroles à la Commission  
Nationale des Marchés Publics (Section économique) a soumis,  
à la séance du 27 juillet de cette Commission, le rapport  
ci-joint que je vous serais obligé de me retourner compor-  
tant, notamment, les conclusions ci-après :

- a) les principales Administrations, et notamment  
les Départements de la Marine, de la Guerre  
et la S.N.C.F., devraient s'efforcer de mettre  
en concordance les spécifications des produits  
pétroliers, et il est proposé, en conséquence  
de décider que les Services Techniques de la  
S.N.C.F. et ceux du Ministère de la Marine  
se mettraient directement en rapport pour  
unifier les caractéristiques des produits noirs  
consommés par chacun d'eux;
- b) il conviendrait d'adresser aux Administrations  
secondaires, qui n'achètent que de petites  
quantités de produits pétroliers, une circu-  
laire sur les fournitures de combustibles  
liquides, circulaire comportant notamment les  
formules de révision de prix et les spécifica-  
tions à adopter.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-après, l'extrait

Copie à Monsieur AURENCE - en le priant de vouloir bien faire part de son avis  
Copie à Monsieur BIGET - pour information.

....



d'un mémorandum de la Réunion adressé à M. le Directeur Général.

- Commentant le premier point, M. de FARAMOND indique qu'on doit aboutir à un accord et il ne voit pas, en particulier, pourquoi la S.N.C.F. et la Marine utiliseraient des spécifications différentes pour le gas-oil employé par les sous-marins et les autorails.

M. le Président GUINAND demande à M. KIPFER s'il est d'accord.

M. KIPFER répond qu'il est d'accord pour faire l'étude.

M. le Président GUINAND demande à M. KIPFER s'il est d'accord que l'unification.

M. KIPFER répond qu'il la souhaite, mais qu'elle n'est peut-être pas entièrement possible : dans le cas cité par M. le Contrôleur de FARAMOND, il convient d'observer que les moteurs de sous-marins tournent à 200 tours et les moteurs d'autorails à 1.500 tours; il se peut qu'ils n'utilisent pas les mêmes produits.

En définitive, la conclusion a) est adoptée.

.....

Par ailleurs, le projet de Circulaire comportait, en annexe, la liste des Laboratoires susceptibles d'effectuer les analyses de carburants. Cette liste ne comporte que trois Laboratoires (Ecole Nationale Supérieure du Pétrole à Strasbourg, Annexe de l'Ecole précitée à Paris, Conservatoire National des Arts et Métiers).

M. de FARAMOND regrette que cette liste soit si courte et demande si on ne peut ajouter d'autres Laboratoires.

M. le Président GUINAND demande ce qu'il en est pour la S.N.C.F.

M. KIPFER indique que nous avons les Laboratoires qui font des essais de ce genre.

M. de FARAMOND demande s'ils ne pourraient pas travailler, à titre onéreux, pour les petites Administrations en question.

M. KIPFER indique qu'il ne peut répondre, mais qu'il fera examiner cette question.

.....

NOTA - Je rappelle que, abstraction faite de la question de savoir si les possibilités matérielles permettent aux Laboratoires d'accepter du travail supplémentaire - ce qui n'est pas sûr -, se pose une question délicate, qui est la suivante ; la S.N.C.F. n'est pas soumise à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; il lui est donc difficile de travailler pour des tiers, sous peine de soulever des questions fiscales délicates; une affaire du même ordre est à l'étude au Service du Contentieux (demande d'une Compagnie Houillère tendant à ce que des travaux de fabrication de matériel roulant soient surveillés par la S.N.C.F.); en définitive, je compte avoir un avis motivé d'ici peu. Je vais consulter M. Jean LEVY pour ce qui concerne les possibilités des Laboratoires S.N.C.F.

Comme suite à ce qui précède, je vous serais obligé de vouloir bien donner les instructions utiles pour que les Services qualifiés de la S.N.C.F. se rapprochent du Département de la Marine, en vue d'étudier les possibilités d'unification des spécifications techniques des produits pétroliers; je donne copie de la présente à M. BIGET.

Par ailleurs, je vous serais obligé de me faire connaître si les Laboratoires de la S.N.C.F. exécutent normalement tout ou partie des essais prévus par le projet de circulaire et, le cas échéant, si leurs disponibilités permettraient de faire au moins certaines catégories d'essai pour le compte des petites Administrations; vous voudrez bien préciser, le cas échéant, dans quelles conditions de délai et de prix.

J'adresse copie de la présente à M. AURENCE, Chef du Service du Contentieux, pour lui demander son avis sur l'aspect juridique de la question.

Le Directeur  
du Service des Approvisionnements,  
Commandes et Marchés,

Signé : KIPFER

mais objet social  
acheté - ?  
normal

Le futur wa  
vous f.k. Claude



A.G.

4394 R

Monsieur le Directeur du Service  
des Approvisionnements, Commandes et Marchés,

Par communication du 6 Août, vous avez bien voulu me demander mon avis, au point de vue juridique, sur la possibilité pour les laboratoires de la S.N.C.F. d'opérer, à titre onéreux, des analyses de combustibles pétroliers pour les besoins d'Administrations secondaires.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne me paraît pas que nous soyons en droit de laisser inscrire nos laboratoires sur des listes officielles d'établissements, susceptibles d'effectuer couramment les opérations susvisées pour le compte de tiers.

Sans doute, d'après les indications fournies, le nombre des Laboratoires spécialisés dans ces travaux est-il restreint et s'agit-il d'organismes publics; et l'on peut, dès lors, dire qu'en l'état actuel, l'intervention de nos laboratoires ne créerait pas dans la

circonstance une concurrence au commerce. Mais il convient d'observer que l'utilisation par des tiers de nos services d'analyse de carburants est difficilement conciliable avec les principes mêmes, qui régissent l'activité normale de la S.N.C.F.

Aux termes des textes organiques qui l'ont instituée, la S.N.C.F. est, en effet, essentiellement une Société d'exploitation et de construction de Chemins de fer, à qui l'autorisation du Ministre des Travaux Publics et du Ministre des Finances est nécessaire même pour prendre des participations à des opérations se rattachant à l'objet ci-dessus. Or, il est bien évident que les services, qui seraient demandés à nos laboratoires ne sauraient rentrer ni directement ni indirectement dans la catégorie de travaux découlant de la concession et de l'exploitation de Chemins de fer. Et, en l'espèce, aucune disposition légale ou réglementaire ne prévoit de dérogation exceptionnelle à l'objet de la S.N.C.F.

Dans ces conditions, j'estime que l'on ne saurait ouvrir nos laboratoires aux Administrations secondaires qu'à titre occasionnel, sans qu'il soit institué de règle permanente ou passé de contrats à durée plus ou moins longue avec les tiers intéressés.

J'ajoute que les recettes à provenir des opérations d'analyse seraient soumises à la taxe à la production (3 %) et à la taxe d'armement (1 %). Par ailleurs,



ces recettes entreraient dans les comptes, servant à déterminer l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à laquelle la S.N.C.F. est soumise en tant que société anonyme. Mais, pratiquement, la question serait sans intérêt tant que l'exercice annuel de la S.N.C.F. ne ferait pas ressortir de bénéfices.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Le Cagney*

T.

Paris, le 14<sup>th</sup> août 1939.

Société Nationale  
des  
Chemins de fer Français

—  
Service du Contentieux  
—

Bureau: C.A.<sup>1</sup>

D<sup>er</sup>: 9671<sup>MO</sup>

Monsieur le Directeur du Service  
des Approvisionnement,<sup>o</sup> Commandes et Marchés.

V.R.S.A.C-A<sup>3</sup> 7271/6899

Vous avez bien voulu, par lettre du 22 Juillet, me soumettre le projet de lettre que vous vous proposez d'adresser à la Compagnie des Mines d'Anzin au sujet de la réception en usine par un agent de votre Service des pièces et matières destinées à cette Compagnie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la SNCF. ne saurait se livrer régulièrement à des opérations commerciales étrangères à l'exploitation du Service public dont elle a la charge et susceptibles d'établir une concurrence illicite à l'égard de commerçants dont elle a précisément pour mission de faciliter les opérations.

Mais tel n'est évidemment pas le cas dans l'espèce où il ne s'agit que d'une prestation de service fournie à titre exceptionnel par des agents de la S.N.C.F. mis temporairement à la disposition des Mines d'Anzin.

J'ajoute que les recettes à provenir de ces opérations devront être soumises à la taxe à la production (3 %) et à la taxe d'armement (1 %).

La lettre par laquelle la Compagnie des Mines d'Anzin, pas plus que la réponse dont vous me soumettez le projet, n'est soumise à aucune formalité de timbre ou d'enregistrement. La formalité du timbre ne serait à prévoir qu'en cas de production en justice.

LE CHEF ADJOINT DU CONTENTIEUX.

signé: R.de Caqueray.



Vu  
ly  
Bureau A.G.

N° 4394 R

Monsieur le Directeur

du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés

Par communication du 6 Août, vous avez bien voulu me demander mon avis, au point de vue juridique, sur la possibilité pour les Laboratoires de la S.N.C.F. d'opérer, à titre onéreux, des analyses de combustibles pétroliers pour les besoins d'administrations secondaires.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne me paraît pas que nous soyons en droit de laisser inscrire nos laboratoires sur des listes officielles d'établissements, susceptibles d'effectuer <sup>les</sup> couramment/opérations susvisées pour le compte de tiers.

Sans doute, d'après les indications fournies, le nombre des Laboratoires spécialisés dans ces travaux est-il restreint et s'agit-il d'organismes publics, et l'on peut, dès lors, dire qu'en l'état actuel, l'intervention de nos laboratoires ne créerait pas <sup>dans la circonstance</sup> une concurrence au commerce. Mais il convient d'observer que l'utilisation par des tiers de nos services d'analyse de carburants est difficilement

conciliable avec les principes mêmes, qui régissent l'activité normale de la S.N.C.F.

Aux termes des textes organiques qui l'ont instituée, la S.N.C.F. est, en effet, essentiellement une Société d'exploitation et de construction de Chemins de fer, à qui l'autorisation du Ministre des Travaux Publics et du Ministre des Finances est nécessaire même pour prendre des participations à des opérations se rattachant à l'objet ci-dessus. Or, il est bien évident que les services, qui seraient demandés à nos laboratoires ne sauraient rentrer ni directement ni indirectement dans la catégorie de travaux découlant de la concession et l'exploitation de Chemins de fer. Et, en l'espèce, aucune disposition légale ou réglementaire ne prévoit de dérogation exceptionnelle à l'objet de la S.N.C.F.

Dans ces conditions, j'estime que l'on ne saurait ouvrir nos laboratoires aux Administrations secondaires qu'à titre occasionnel, sans qu'il soit institué de règle permanente ou passé de durée plus ou moins longue contrats/avec les tiers intéressés.

J'ajoute que les recettes à provenir des opérations d'analyse seraient soumises à la taxe à la production ( 3 %) et à la taxe d'armement ( 1 %) .Par ailleurs, ces recettes ~~entreraient dans les~~ comptes , servant à déterminer l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à laquelle la S.N.C.F. est soumise en tant que société anonyme . Mais, pratiquement, la question ~~serait sans~~ serait sans intérêt tant



que l'exercice annuel de la S.N.C.F. ne ferait pas ressortir de bénéfices.

Le Chef du Contentieux,

N. Rossi 7-8-89  
B

On demande  
épouse p. demain soir